



L'opinion tranchée

**Vote de confiance, perspectives politiques
et soutien à la mobilisation du 10 septembre**

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 4 SEPTEMBRE 2025 A 17H00

Sondage réalisé avec

IBACKBONE.3

pour

LE FIGARO

Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les **3 et 4 septembre 2025**.



Echantillon

Echantillon de **1 005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements

Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa

64% des Français sont favorables à la démission d'Emmanuel Macron

Alors que le pays traverse une crise politique majeure, notre dernier sondage montre une rupture profonde entre les Français et l'exécutif. La défiance atteint un niveau inédit, et les scénarios de sortie de crise plébiscités par l'opinion ne laissent guère de marge de manœuvre au Président.

- 76 % des Français refuseraient d'accorder leur confiance à François Bayrou, un chiffre en hausse de 3 points en une semaine. Le rejet est massif et transpartisan, y compris chez les sympathisants LR (66 %, +12 pts).
- 56 % des Français souhaitent une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections, contre 42 % qui préfèrent la nomination d'un nouveau Premier ministre.
- Hypothèse jadis impensable, 64 % des Français demandent la démission d'Emmanuel Macron. C'est le plus haut niveau jamais enregistré sur cette question.
- Aucun des « Premiers-ministrables » testés ne convainc : tous sont rejetés par une majorité, souvent très large. Seul Jordan Bardella tire son épingle du jeu, avec 36 % d'opinions favorables, soit deux fois plus que Lecornu.
- 56 % des Français soutiennent le mouvement « Bloquons tout », lancé après le vote de confiance, en réaction aux mesures Bayrou (suppression de jours fériés, coupes dans la fonction publique...). Ce soutien est toutefois inférieur aux niveaux d'adhésion atteints lors des précédents grands mouvements sociaux.

Dans son analyse des réseaux sociaux, notre partenaire Véronique Reille-Soult de Backbone consulting observe que l'issue du vote du 8 septembre semble inéluctable dans la grande majorité des messages. Les internautes sentent la France s'engager dans une voie sans issue qui suscite de l'inquiétude (« Vers quoi va-t-on ? ») et de la colère et déplacent le débat sur la responsabilité d'Emmanuel Macron dans la crise actuelle : « après Bayrou, c'est Macron qui doit tomber. »

Synthèse détaillée du sondage

(1/4)

Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa

64% des Français sont favorables à la démission d'Emmanuel Macron

1) La défiance s'amplifie : 76% des Français ne voteraient pas la confiance à François Bayrou (+3 points en une semaine)

Dans notre dernier sondage, les Français nous disaient déjà, massivement, qu'à la place de leurs députés, ils refuseraient d'accorder leur confiance à François Bayrou et à son gouvernement. Une semaine plus tard, malgré les efforts déployés par le Premier ministre pour convaincre sur les plateaux télé que le destin du pays se jouait avec lui, la défiance s'est accentuée : 76 % voteraient désormais contre la confiance, soit 3 points de plus que la semaine précédente. Seuls 24 % l'accorderaient.

Et ce rejet est transpartisan. À l'exception des sympathisants Renaissance, dont le soutien progresse à 79 % (+8 points), tous les autres électors désavouent le Premier ministre. Même au sein de la droite traditionnelle, pourtant membre de la coalition, 66 % des sympathisants LR voteraient non, soit une hausse spectaculaire de 12 points.

Du côté des oppositions, le rejet est massif : 91 % au Rassemblement national (+3 points), 85 % chez les sympathisants LFI (+9 points), et 82 % au PS (+1 point). Le message adressé aux députés est limpide : les Français ne veulent pas de ce gouvernement.

Jamais un Premier ministre de la Ve République n'avait suscité un tel rejet. Et ce record d'impopularité continue de s'aggraver, dans une atmosphère qui évoque de plus en plus une fin de règne.

2) Les Français veulent trancher dans les urnes, pas rejouer la même scène. 56% veulent une dissolution et de nouvelles législatives plutôt qu'un nouveau gouvernement (42%)

Si le gouvernement Bayrou devait tomber, Emmanuel Macron ne pourrait plus compter sur l'effet de surprise. Les Français ne veulent plus d'un énième rebondissement à la manière Barnier ou Bayrou. En cas de rejet de la confiance par l'Assemblée nationale, une nette majorité (56 %, +2 points par rapport à la semaine dernière) souhaite la dissolution de l'Assemblée et l'organisation de nouvelles élections législatives, plutôt que la nomination d'un nouveau Premier ministre (42 %).

Synthèse détaillée du sondage

(2/4)

Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa

La lassitude est palpable, même si une dissolution plongerait le pays dans une phase d'instabilité et d'incertitude. Nos concitoyens ont désormais pleinement conscience du rapport de force politique à l'Assemblée, et du peu de chances qu'un simple remaniement modifie la donne.

Sans surprise, les sympathisants Renaissance (82 %) et LR (57 %) – les deux piliers de la majorité actuelle – privilégient la nomination d'une nouvelle équipe. Mais ce choix est également partagé, de manière plus inattendue, par 64 % des sympathisants EELV et 52 % des socialistes, pourtant farouchement opposés aux gouvernements successifs. Ils semblent redouter qu'une nouvelle élection n'affaiblisse encore davantage leur camp.

À l'inverse, les électeurs des partis les plus opposés à la majorité présidentielle veulent en découdre : 63 % des sympathisants LFI et 78 % de ceux du RN réclament des législatives anticipées. Pour eux, l'heure du renversement du rapport de force est peut-être enfin venue.

3) 64 % des Français souhaitent la démission d'Emmanuel Macron (+3 points, y compris 53 % des sympathisants LR)

Jamais les Français n'avaient été aussi nombreux à envisager ce qui fut longtemps un tabou de la Ve République : la démission du chef de l'État. Dans un contexte de crise politique majeure, où notre dernier baromètre de l'économie* enregistre un niveau de pessimisme économique record imputé à la crise politique, 64 % des Français (+2 points par rapport à la semaine dernière) souhaitent désormais qu'Emmanuel Macron quitte l'Élysée. Une sortie du Président comme issue à la crise ?

Cette hypothèse, déjà testée à plusieurs reprises, n'avait jamais recueilli un tel soutien. Le chiffre progresse encore de 3 points depuis le début de l'année, et de 10 points par rapport à la rentrée 2024.

Le rejet est massif dans toutes les familles politiques à l'exception des fidèles de Renaissance, désormais très marginaux dans l'opinion -seuls 6 % des Français se réclament encore de ce courant- 81 % d'entre eux refusant l'idée d'une démission. En dehors de ce mini-noyau dur, le divorce est consommé : 87 % des sympathisants RN, 85 % de LFI et 57 % du PS demandent le départ du président. Plus étonnant encore : 53 % des sympathisants LR – pourtant membres de la coalition gouvernementale – valident cette option jusqu'ici considérée comme exceptionnelle dans l'histoire de la Ve République.

Synthèse détaillée du sondage

(3/4)

Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa

4) Tous les Premiers-ministrables possibles sont largement rejetés par les Français. Avec 36 %, c'est finalement Jordan Bardella qui le serait le moins, recueillant deux fois plus de suffrages que le réputé favori du Président, Sébastien Lecornu (18 % bon PM, vs 76 % « mauvais PM »)

Si les Français préfèrent aujourd'hui une dissolution à un simple changement de Premier ministre, c'est que la situation politique est devenue impossible, quel que soit le Premier ministre qui sera nommé.

Pour preuve, nous avons testé une douzaine de Premier-ministrables potentiels, de tous bords politiques, et aucun ne recueille plus de 36 % de crédit. Chacun d'entre eux/elles serait perçu comme un « mauvais Premier ministre » par 60 % à 84 % de nos concitoyens.

Bref, tous sont de mauvais choix.

Mais certains sont pires que d'autres aux yeux des Français : c'est notamment le cas du favori de cœur du Président, Sébastien Lecornu. Celui qui est pressenti depuis longtemps, et à qui Bayrou a « grillé la politesse » fin 2024, est rejeté par plus des trois quarts des Français (76 %) qui estiment qu'il serait un mauvais Premier ministre.

D'autres membres du gouvernement font nettement « moins mal » : ses collègues Darmanin (29 % pensent qu'il ferait un bon « PM ») et surtout Retailleau (33 %) se situent tout de même 10 à 15 points au-dessus du niveau du ministre des Armées.

Si un choix « macroniste » ne passerait pas dans l'opinion, une option de gauche, un temps envisagée, ne passerait pas mieux, en tout cas si ce choix est perçu comme le fait du Prince et pas fondé sur un accord de gouvernement et de coalition : Olivier Faure est perçu comme un mauvais choix pour Matignon par 79 % des Français et l'ex-président François Hollande par 76 % d'entre eux. Cazeneuve ne ferait qu'un peu mieux (24 % « bon PM » vs 70 % « mauvais »). Notons d'ailleurs que ces trois socialistes (ou ex) ne sont pas retenus comme de bons « PM » par une majorité de sympathisants PS (38 % à 47 %) ; preuve que pour ces derniers, sans accord de gouvernement clair sur un programme « de gauche » ces nominations seraient de simples débauchages.

L'opinion n'est pas plus enthousiaste avec les options plus « exotiques », consistant par exemple à proposer le poste à Christine Lagarde (27 % vs 68 %), à Xavier Bertrand (22 % vs 73 %) ou à François Baroin (20 % vs 75 %)... Le choix de la « compétence FMI », ou de « la connaissance fine de nos territoires » (nos régions ou nos communes), rien de tout cela ne fonctionnerait dans l'opinion.

Synthèse détaillée du sondage

(4/4)

Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa

Si personne ne parvient à convaincre une majorité de Français, l'un des Premiers-ministrables se détache tout de même nettement pour susciter un moins fort niveau de rejet... et paradoxalement, c'est Jordan Bardella, le leader du parti politique autrefois le plus « diabolisé ».

36 % des Français estiment ainsi qu'il serait un bon choix pour Matignon contre 60 % qui ne le pensent pas. C'est exactement deux fois plus que Sébastien Lecornu.

Ce niveau s'explique non seulement par le soutien des sympathisants RN (91 % pensent qu'il ferait un bon PM) et d'une partie de ceux de LR (41 %) qui l'apprécient ... mais aussi parce que de nombreux Français, sympathisants d'autres partis politiques peu suspects de sympathie pour le RN, estiment que ce serait la solution la plus légitime et sage (le RN est le premier parti à l'assemblée) pour sortir de la crise politique. Les sympathisants de gauche sont ainsi 14 % (10 % des Insoumis et 17 % des sympathisants PS) à penser que Bardella serait un bon Premier ministre.

5) Une majorité de 56% de Français soutient « Bloquons tout », mais cette adhésion est inférieure aux précédents grands mouvements sociaux

Deux jours après le vote de confiance à l'Assemblée nationale, le mouvement « Bloquons tout » appelle les Français à une grève générale, en réaction aux mesures annoncées par François Bayrou : suppression de jours fériés, « année blanche » et coupes dans la fonction publique. Et même si ce mot d'ordre pourrait sembler anachronique si Bayrou n'est plus à Matignon mercredi, 56 % des Français s'y disent favorables.

Le soutien est particulièrement fort chez les 25-34 ans (68 %), dans les villes hors Paris (autour de 60 %), et dans les catégories populaires (62 % des ouvriers contre 46 % des cadres). Politiquement, la mobilisation fait quasiment l'unanimité à LFI (90 %), recueille un fort soutien au RN (71 %) et séduit aussi les sympathisants PS (64 %). Même chez les sympathisants LR, pourtant éloignés de ce type d'action, 44 % valident ce mot d'ordre.

Mais si cette mobilisation séduit une majorité, elle reste 10 points en dessous du soutien initial au mouvement contre la réforme des retraites** et 15 points sous celui du début des Gilets jaunes***. Rien ne dit cependant qu'elle s'essoufflera rapidement. Tout dépendra désormais des décisions qu'Emmanuel Macron prendra après le vote de confiance de lundi.

Synthèse de la résonance sur les réseaux sociaux

Véronique Reille-Soult – Présidente de Backbone Consulting



Sur les réseaux sociaux, l'issue du vote du 8 septembre semble inéluctable dans la grande majorité des messages. Les internautes sentent la France s'engager dans une voie sans issue qui suscite de l'inquiétude (« Vers quoi va-t-on ? ») et de la colère et déplace le débat sur la responsabilité d'Emmanuel Macron dans la crise actuelle : « après Bayrou, c'est Macron qui doit tomber. »

« Vers quoi va-t-on ? »

« L'impression d'une journée d'angoisse sans fin. »

Dans un grand nombre de messages, **les internautes demandent de la visibilité et de la concertation**. Après avoir trouvé que la décision de François Bayrou de provoquer un vote de confiance était courageuse, sa démarche n'est plus saluée aujourd'hui.

« Tu sais que tu vas être censuré donc tu choisis de partir de toi-même en alertant sur la situation. Mais là je comprends plus la logique avec une proposition par jour. C'était quoi l'idée ? »

« L'impression que tous ces politiques s'occupent de leur carrière et nous laissent aller doucement vers le précipice ».

La situation semble surtout sans issue et cela provoque de l'inquiétude et de la colère.

« Si les chefs de partis ne sont pas foutus de se mettre d'accord sur un diagnostic, je ne vois pas comment on va trouver des solutions. »

« Tout va bien madame la marquise, ne changeons rien et allons vers les sanctions que la Grèce a dû adopter. C'était presque rien madame la marquise ! »

En parallèle, le mouvement « Bloquons tout » du 10 septembre, initialement prévu en réponse au plan budgétaire du Premier ministre, prend une nouvelle tournure. **Le sujet n'est plus les « Deux jours fériés ou l'année blanche » mais s'est déporté sur le président de la République et sa responsabilité dans la crise actuelle.**

« Pourquoi bloquer ? Puisqu'on ne connaît pas le budget ? »

« Après Bayrou, c'est Macron qui doit tomber. »

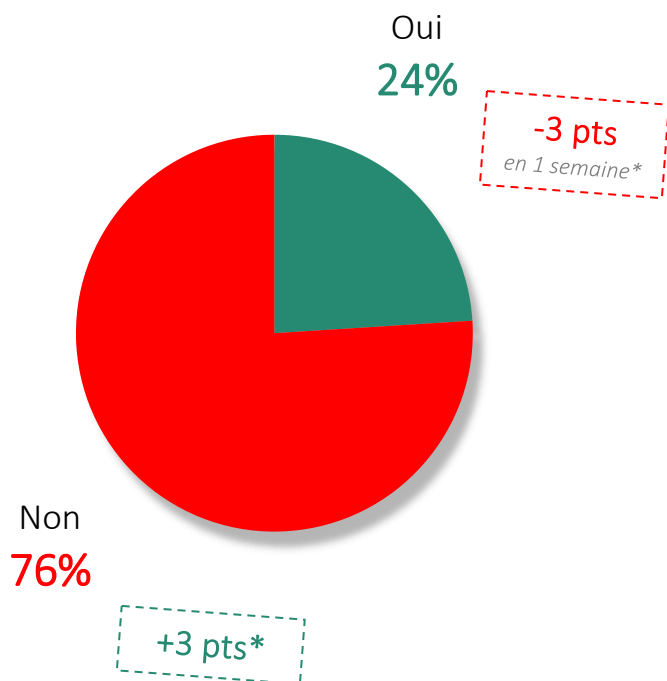
« Je ne sais pas si je descends dans la rue mais je vais trouver une action pour participer au mouvement et dire qu'on n'en peut plus. »

Résultats du sondage

Les Français voteraient-ils la confiance à François Bayrou ?



François Bayrou a annoncé qu'il engagerait la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre en sollicitant un vote de confiance sur la question de la dette à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 49-1 de la Constitution. Si les voix « contre » l'emportent sur les voix « pour », la Constitution prévoit que le Premier ministre doit présenter la démission du gouvernement au président de la République. Et vous personnellement, si vous étiez député, voteriez-vous la confiance à François Bayrou ?



Symp. LFI



Symp. PS



Symp. Les Écologistes



Symp. Renaissance



Symp. LR



Symp. RN

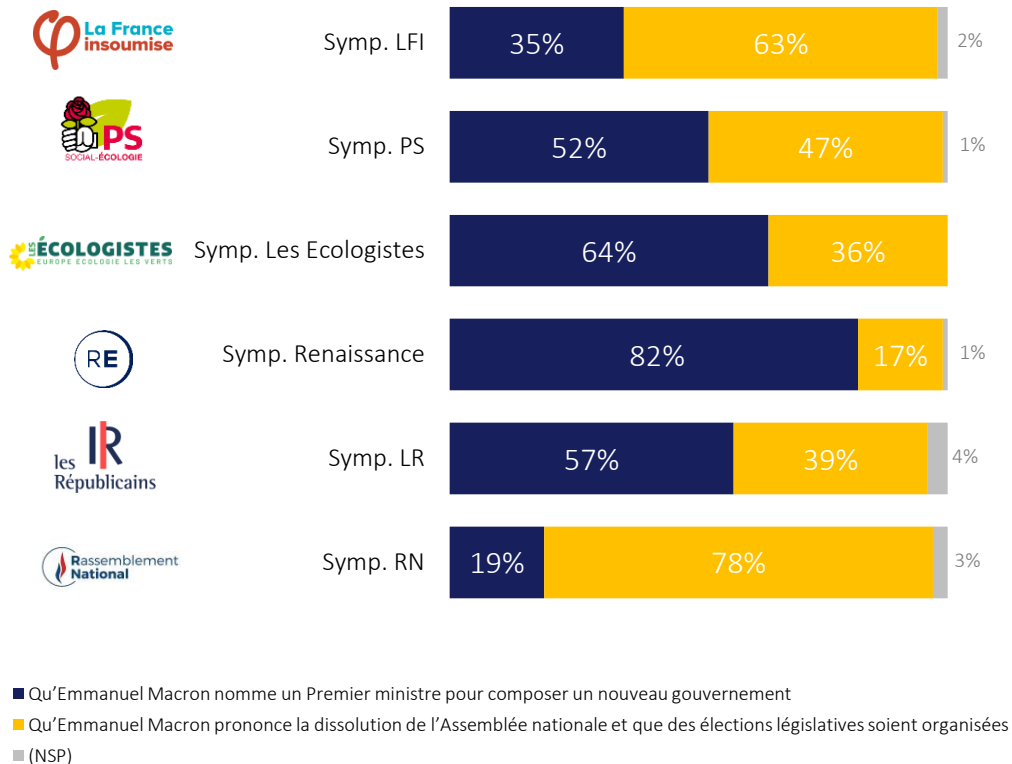
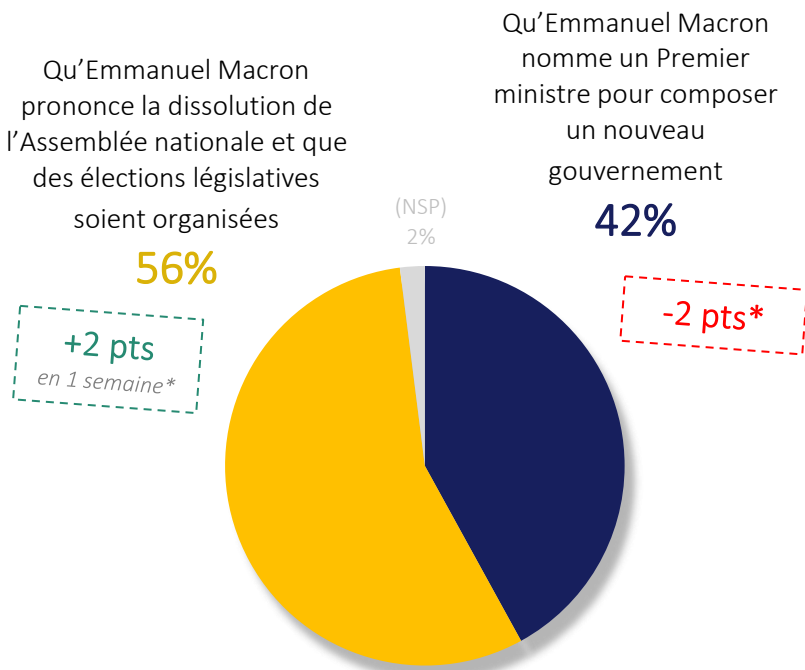


■ Oui ■ Non ■ (NSP)

Préférence entre la nomination d'un nouveau Premier ministre ou la dissolution de l'Assemblée nationale, en cas de démission du gouvernement



Si François Bayrou n'obtenait pas la confiance de l'Assemblée nationale et était contraint de démissionner, préféreriez-vous... ?

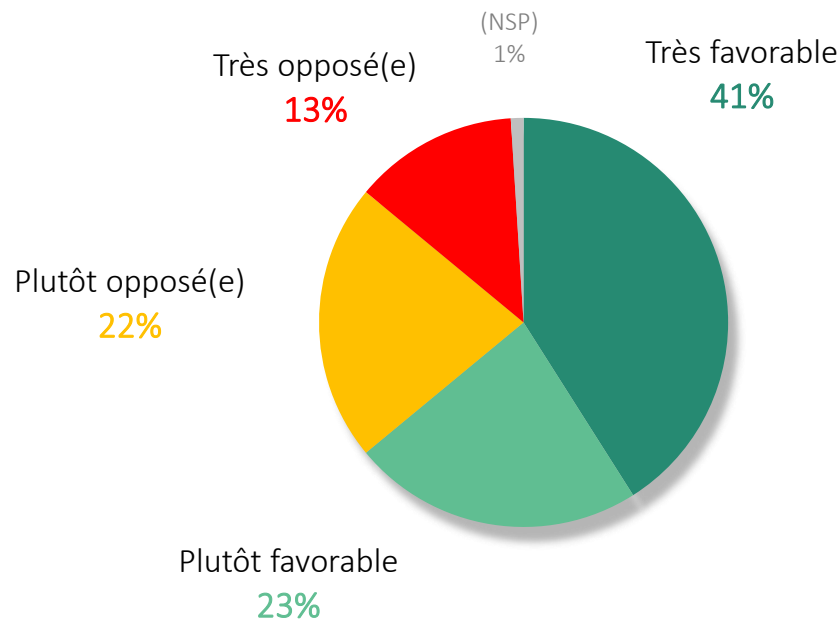


Les Français sont-ils favorables ou opposés à la démission d'Emmanuel Macron ?

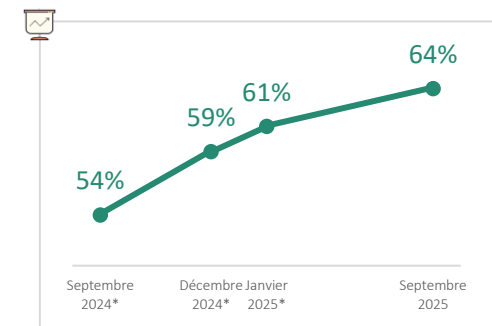


Etes-vous favorable ou opposé(e) à la démission d'Emmanuel Macron de ses fonctions de Président de la République ?

% Opposé(e) : 35%



% Favorable : 64%

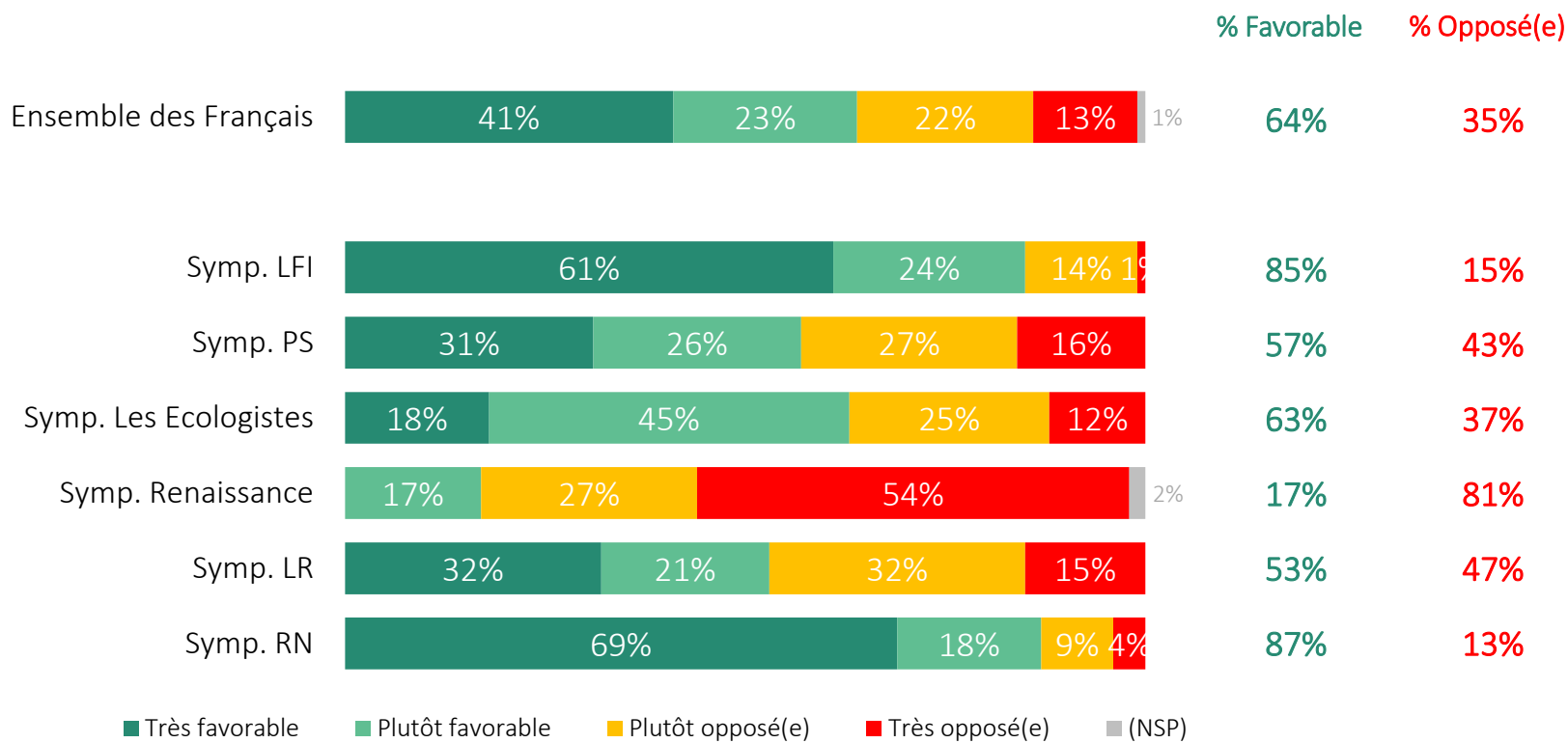


Les Français sont-ils favorables ou opposés à la démission d'Emmanuel Macron ?

selon la proximité partisane



Etes-vous favorable ou opposé(e) à la démission d'Emmanuel Macron de ses fonctions de Président de la République ?

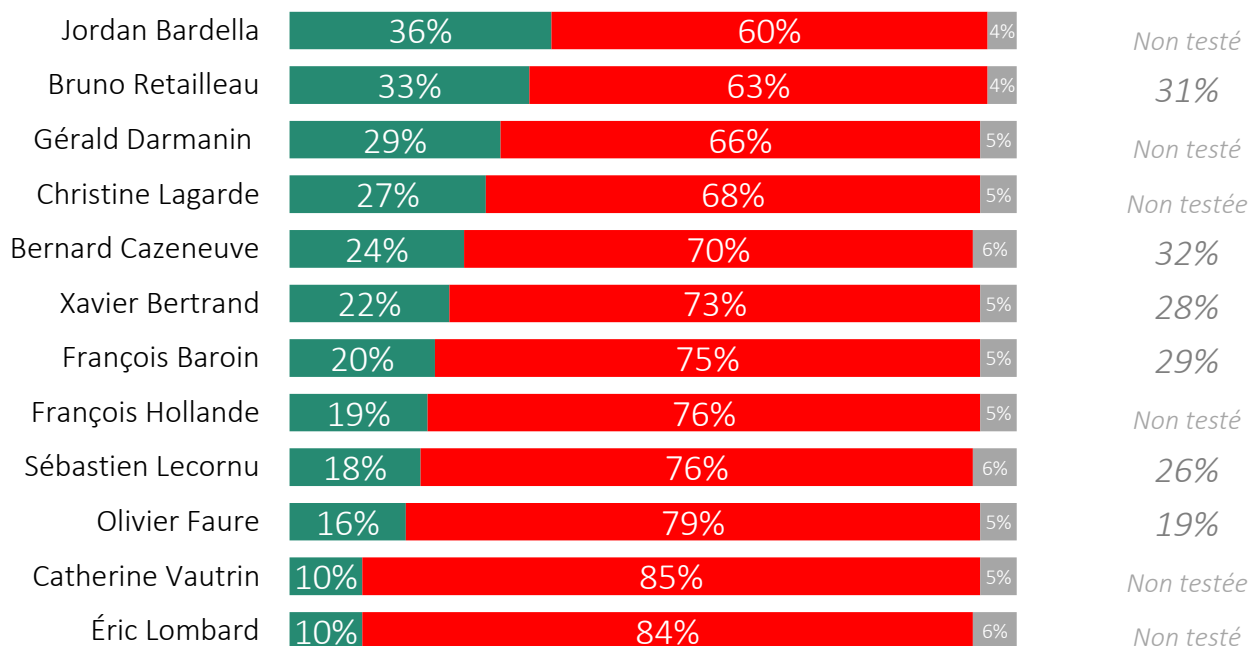


Qui ferait un bon premier ministre aux yeux des Français ?



Pour chacune des personnalités politiques suivantes, dites-nous si elle ferait un bon ou un mauvais Premier ministre.

Décembre 2024*



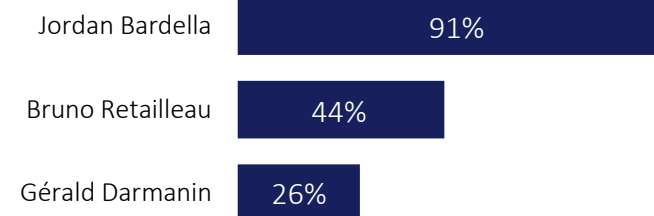
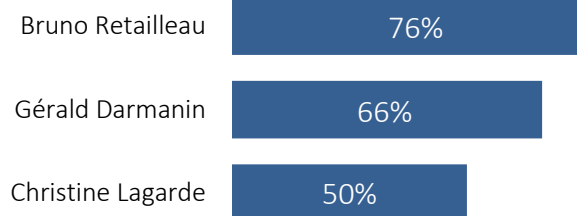
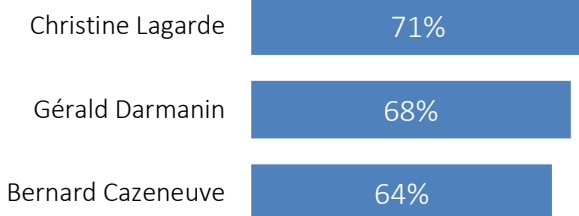
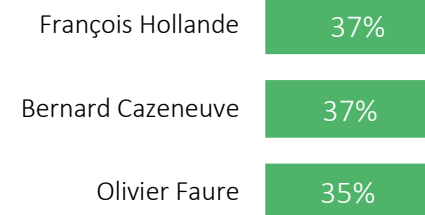
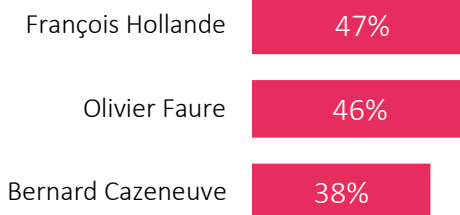
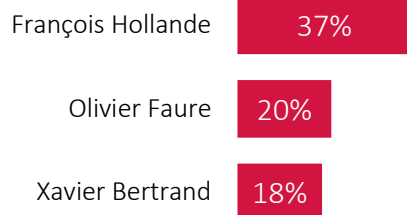
■ Un bon Premier ministre ■ Un mauvais Premier ministre ■ (NSP)

Qui ferait un bon premier ministre aux yeux des Français ?

selon la proximité partisane



Pour chacune des personnalités politiques suivantes, dites-nous si elle ferait un bon ou un mauvais Premier ministre.

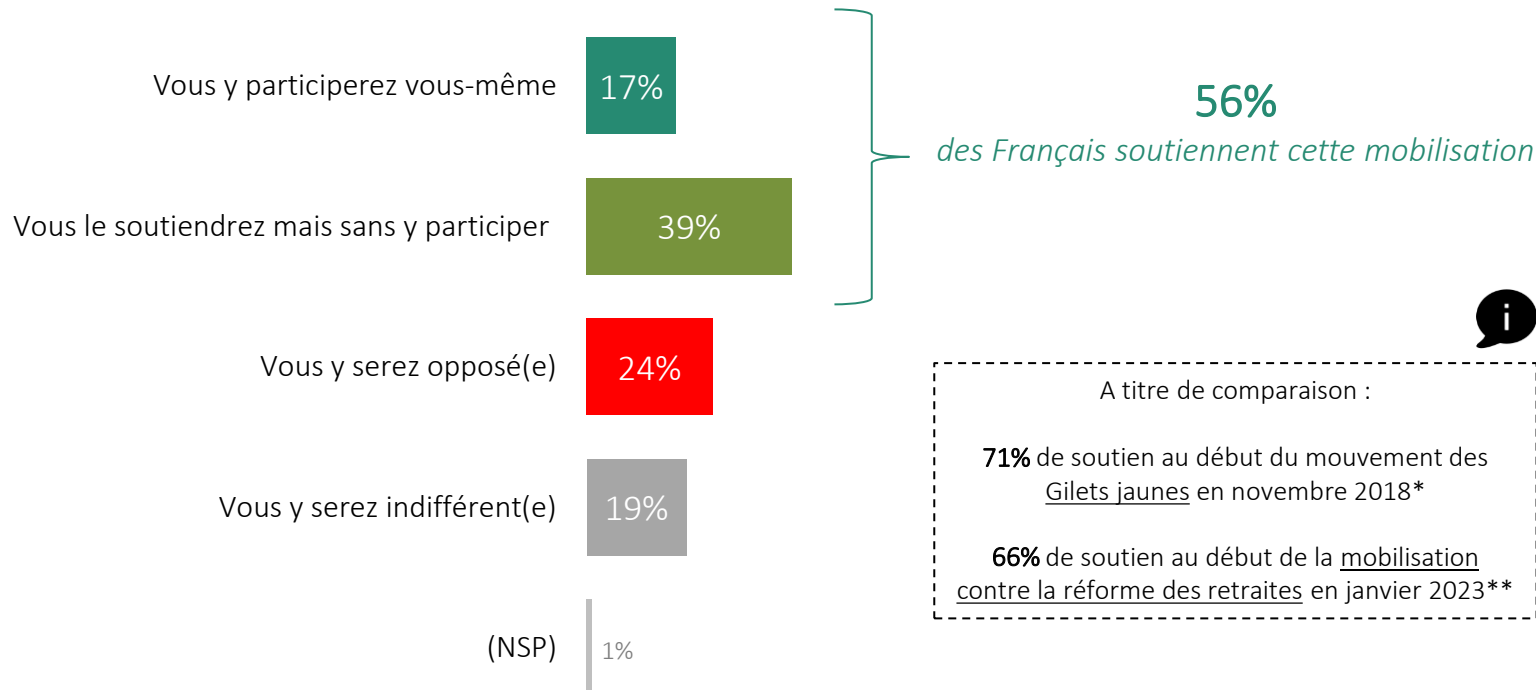


Soutien à la mobilisation



Pour protester contre la politique du gouvernement un mouvement baptisé "Bloquons tout" a émergé sur les réseaux sociaux comme les gilets jaunes il y a 7 ans. Ce mouvement appelle à "bloquer la France" à la manière d'une "grève générale" le 10 septembre prochain. Plusieurs partis politiques d'opposition ont déjà affiché leur soutien à ce mouvement.

Vous personnellement, quelle est votre attitude à l'égard de cette mobilisation ?

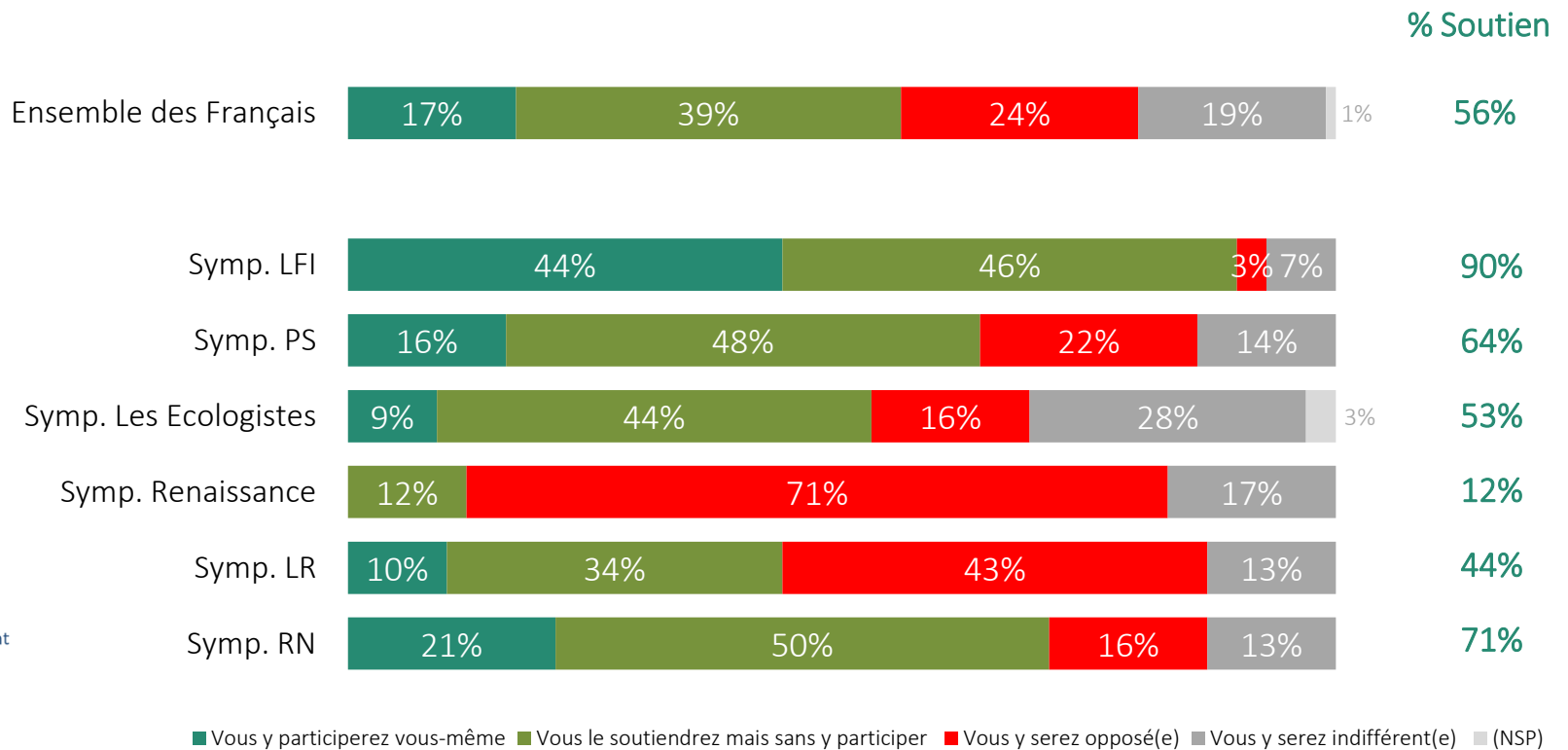


Soutien à la mobilisation selon la proximité partisane



Pour protester contre la politique du gouvernement un mouvement baptisé "Bloquons tout" a émergé sur les réseaux sociaux comme les gilets jaunes il y a 7 ans. Ce mouvement appelle à "bloquer la France" à la manière d'une "grève générale" le 10 septembre prochain. Plusieurs partis politiques d'opposition ont déjà affiché leur soutien à ce mouvement.

Vous personnellement, quelle est votre attitude à l'égard de cette mobilisation ?





Résonance sur les réseaux sociaux

Résonance sur les réseaux sociaux

Méthodologie

Les données sont collectées par **BACKBONE consulting** et son équipe spécialiste de l'écoute et de l'analyse de l'opinion en ligne à l'aide des Social Media et du web.

Pour effectuer leur analyse, ils utilisent **les outils d'analyse de social media et de veille on line les plus pertinents pour leur requête** que ce soit des **outils propriétaires** ou des **outils du marché**. Les principaux outils utilisés sont Sybil®, Visibrain, Talkwaker et Sprinklr.

Sybil® : Interface propriétaire intégrant corpus et segmentation ad'hoc à l'aide d'une IA. Crawling des nouvelles plateformes Bluesky, Mastodon et Threads en plus des plateformes numériques X, Facebook, Instagram, TikTok, Twitch, Snapchat et des messageries.

Talkwalker : Outil de veille pour suivre les conversations pertinentes des médias en ligne en temps réel à partir d'une seule interface, permet aussi de suivre les mentions sur un homme politique ou un sujet spécifique en effectuant une veille des réseaux sociaux, ainsi que les messageries, les blogs, les forums et les sites d'actualité en ligne.

Visibrain : Logiciel de veille des médias en ligne. Outil de veille médiatique à l'ère de l'information massive et instantanée, grâce à une plateforme qui couvre tous les médias en ligne, en temps-réel, sans se laisser noyer par le bruit.

Sprinklr : Plateforme qui combine veille et engagement sur les réseaux sociaux. Outil de remontée d'insights.

Vote de confiance

sur les réseaux sociaux en France, entre le 28 août et le 3 septembre 2025

950 000 mentions



Vote de confiance

sur les réseaux sociaux en France, entre le 28 aout et le 3 septembre 2025



Vote de confiance

sur les réseaux sociaux en France, entre le 28 août et le 3 septembre 2025



Dominique de Villepin appelle à la nomination d'un Premier ministre de gauche

Après le vote de confiance qui pourrait sortir François Bayrou lundi prochain, l'ancien Premier ministre s'est dit hostile à une dissolution

➔ l.leparisien.fr/cePO



"S'il y a un vote le 8, il n'y a pas de confiance à accorder et de chèque en blanc à signer, c'est impossible", déclare @rglucks1 (Place publique) après avoir rencontré #Bayrou. "Nous ne voulons pas le chaos", mais "un budget réaliste" et "juste". #budget #votedeconfiance



10:27 AM · 2 sept. 2025 · 56,2 k vues

11:21 AM · 3 sept. 2025 · 91,3 k vues



Vote de confiance : "Pour nous, la date majeure pour notre pays, c'est le 31 décembre, date à laquelle nous voulons que la France dispose d'un budget pour l'année 2026", affirme @GabrielAttal en sortant de Matignon.

#votedeconfiance #budget



6:00 PM · 2 sept. 2025 · 8 717 vues

« Bloquons tout le 10 septembre »

sur les réseaux sociaux en France, entre le 28 août et le 3 septembre 2025

RESULTS

118.2K

⬇ 36.7%

Compared to previous 7D

UNIQUE AUTHORS

35.5K

⬇ 23%

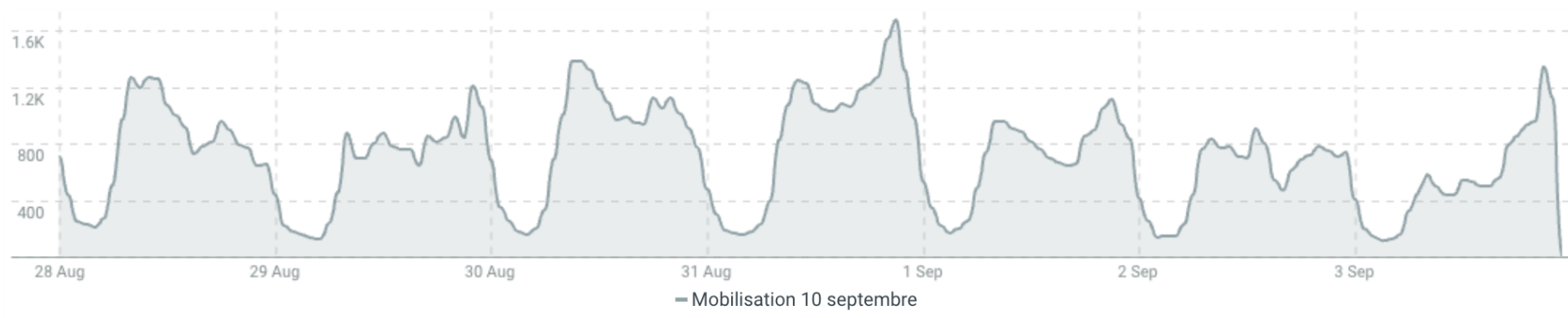
Compared to previous 7D

ENGAGEMENT

822.3K

⬇ 42.1%

Compared to previous 7D



« Bloquons tout le 10 septembre »

sur les réseaux sociaux en France, entre le 28 août et le 3 septembre 2025



« Bloquons tout le 10 septembre »

sur les réseaux sociaux en France, entre le 28 août et le 3 septembre 2025

